



AMBASSADE DE SUISSE
EN FRANCE

C.65.13.sd. - SO/gg

Confidentielle

Paris, le 29 mars 1962.

Monsieur F.T. W a h l e n,
Conseiller fédéral,
Chef du Département Politique,

B e r n e

Insuccès probable des
négociations du Royaume-Uni
et la position des neutres.

RD	HN	BI	SM	BF
Date	4.7.	6.4	7.4.	
Visa	Ne	Bi	PK	Ro
EPD				
Ref. S.C.41.7700 (Gm)				

S.C.41.775.3.1.

Monsieur le Conseiller fédéral,

J'ai eu sur ce sujet une conversation avec le professeur André Gros, juriste du Quai d'Orsay. Il s'agit d'une des rares personnes qui jouisse de la confiance du Ministre des Affaires Etrangères et qui connaisse, directement et indirectement, la pensée de l'Elysée.

1) M. Gros m'a dit d'emblée qu'on ne pouvait plus parier ~~que~~ sur l'insuccès de la négociation britannique, à terme. Il s'en était entretenu avec le champion de l'adhésion à Londres, Lord Gladwyn, qui, d'après M. Gros, lui aurait dit : " Que voulez-vous, en Angleterre nous nous sentons plus proche d'un Ghanéen qui parle anglais que d'un Français. Tant que cette attitude dure, nous ne pouvons pas être des Européens. "

Je ne sais pas si Lord Gladwyn a vraiment prononcé une boutade de cette nature, mais le fait que le juriste du Quai d'Orsay la cite d'emblée au début de la conversation montre bien qu'on prépare les voies d'une retraite.

M. Gros continue en disant que si, dans le passé, il y avait des gens pour estimer que la France était hostile à l'adhésion du Royaume-Uni au Marché Commun, tout le monde a compris, d'après lui, désormais, que cela n'est nullement vrai; mais que la



- 2 -

manière dont le Royaume-Uni veut entrer dans le Marché Commun en posant des conditions dépassant de beaucoup les possibilités de celui-ci - comme l'adhésion ou l'association d'une cinquantaine de territoires disséminés dans le monde, faisant partie du Commonwealth, le maintien d'un système agricole particulier, l'adhésion du Danemark, de la Norvège et du Portugal, l'association des trois Neutres - montrait bien, d'abord que le Royaume-Uni n'a pas compris ce qu'est le Marché Commun et l'Europe politique, ensuite qu'il n'a pas réalisé qu'il ne se trouve pas vis-à-vis de celle-ci dans une position de force mais dans une position de faiblesse.

2) Je demande alors au Professeur Gros, dans cette conversation qui n'a aucun caractère officiel puisqu'il n'est compétent en la matière qu'en tant que membre d'un petit brain trust du Quai d'Orsay, que devraient faire dans ce cas, d'après lui, les pays désireux d'entrer dans des rapports d'association économique avec le Marché Commun ?

M. GROS : " Lorsque les négociations avec le Royaume-Uni auront échoué du fait de la nature particulière de l'économie de celui-ci et du Commonwealth, les pays neutres intéressés pourraient prendre un petit contact inofficiel avec nous pour envisager les voies de l'avenir.

" Est-ce que la Suisse tient à conserver indéfiniment sa neutralité ? "

Moi : " Il n'est pas concevable que les institutions suisses se prêtent à y renoncer. Je ne vois d'ailleurs pas ce que la France gagnerait si les 4 corps d'armée suisses étaient placés sous les ordres du Général Norstad. "

M. GROS : " Elle n'y gagnerait rien. Mais le Général de Gaulle envisage une Confédération politique, comme vous le savez. Or vous ne voulez pas faire de politique, donc il n'y a pas place pour vous dans la Confédération qui est l'objectif du Général de Gaulle. Si vous me demandez, à titre amical, l'avis du Gouvernement français, je vous répondrai qu'il n'y a pas d'adhésion ou d'association aux yeux de l'Elysée sans participation à la Confédération politique. "

- 3 -

3) Il ne s'agissait, je le répète, que d'une conversation à bâtons rompus, lors d'une réception à l'Ambassade.

Etant donnée la qualité du professeur Gros, et de la franchise avec laquelle il a parlé, je crois qu'elle vaut de vous être rapportée.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse :

A. Hodel

*Kopie gerichtet an Bundesrat Hopper
u. Minister Zoller*